

# **Le cadre du procès pénal**

## **Section 1 – La justice pénale**

### **§1. Comparaison de la justice pénale et de la justice civile**

Les juridictions pénales et civiles appartiennent au même ordre juridictionnel : l'ordre judiciaire. Elles sont placées sous le contrôle d'une même juridiction : la cour de cassation. Selon leurs formations, certains organes de jugement remplissent des fonctions civiles et pénales. A titre d'exemple, le tribunal de grande instance est à la fois une juridiction civile et une juridiction pénale, les mêmes juges siégeant à la fois au tribunal de grande instance et au tribunal correctionnel. En matière pénale, au stade de l'instruction, sa formation est le juge d'instruction et, au stade de l'instruction, sa formation est le juge d'instruction et, au stade du jugement elle est désignée sous le terme de tribunal correctionnel. Un même magistrat peut donc alternativement occuper des fonctions civiles et/ou pénales non seulement au fil de sa carrière, mais aussi dans le cadre d'une même affectation. Il y a donc unité des justices pénale et civile.

### **§2. Rappel des différentes juridictions pénales**

Voir schéma

## **Section 2 – La preuve pénale**

### **§1. La théorie générale de la preuve**

#### **A) l'objet de la preuve**

#### ***Preuve de la commission d'une infraction dans tous ses éléments constitutifs***

La preuve a pour objet la commission d'une infraction. A cet effet, il s'agit de rassembler les preuves de l'infraction et d'en rechercher le ou les auteurs. Cette infraction doit être prouvée dans tous ses éléments constitutifs : matériel, moral et légal. La théorie générale de la preuve a été forgée d'après les mécanismes de responsabilité pénale imputables aux personnes physiques. Peuvent-ils être transposés aujourd'hui aux personnes morales ?

#### ***1) la preuve de l'élément matériel de l'infraction***

#### ***Recherche dynamique et/ou coercitive***

La nécessité de cette preuve paraît évidente. Ira t-on condamner le suspect pour homicide si la preuve qu'il a personnellement et matériellement porté un coup fatal à sa victime n'est pas apportée ? la recherche de la preuve est d'ailleurs organisée de manière dynamique et/ou coercitive : interrogatoires de garde à vue, perquisitions, saisies...

#### ***2) La preuve de l'élément moral de l'infraction***

##### ***a) la preuve de l'élément moral dans les infractions intentionnelles***

#### ***Appréciation souveraine des juges du fond d'après les circonstances de l'espèce***

Le suspect a peut être porté un coup, mais qu'a t-il précisément voulu : tuer ou blesser , A l'impossible nul n'est tenu et il n'est en conséquence pas attendu du juge qu'il « sonde les

reins et les cœurs » ; c'est pourquoi la jurisprudence pose les deux règles suivantes : le juge du fond apprécie souverainement l'élément moral et peut forger son intime conviction d'après les circonstances matérielles de l'espèce. Au suspect qui lui dira qu'il n'a pas voulu tuer, le juge pourra répondre en substance qu'il ne faut pas lui faire croire que compte tenu des circonstances – violence du coup, animosité profonde entre les protagonistes...- le suspect n'aurait voulu que blesser sa victime.

b) la preuve de l'élément moral dans les infractions non intentionnelles

***Preuve de l'élément moral dans les contraventions***

Les contraventions se distinguent des autres infractions à deux points de vue.

D'une part, la contravention est qualifiée d'infraction « matérielle. A ce titre et d'après la JP, « en matière de contravention il suffit en principe, pour l'application de la loi pénale que le fait punissable soit matériellement constaté ». le juge peut donc entrer en voie de condamnation sans rechercher l'élément moral de l'infraction.

D'autre part, l'article 121-3 dernier alinéa du CP prévoit qu'« il n'y a point de contravention en cas de force majeure ». Dira t-on alors que l'absence de force majeure est un élément constitutif de la faute contraventionnelle qui doit être initialement établi ? évidemment non, et ceci pour deux raisons :

- la première est vraie pour toute infraction. Lorsque l'article 121-3 précise qu'il « n'y a point de contravention en cas de force majeure », il rappelle simplement que la contravention connaît bien un élément moral, la part d'élément moral irréductible et commune à toute infraction : la volonté. Pas de volonté ni de discernement, pas d'élément moral ni d'infraction. Or le juge n'a pas, pour quelque infraction que ce soit, à établir la volonté et le discernement de l'auteur des faits au moment de l'action. Il revient, le cas échéant, à la personne poursuivie de s'en défendre. En clair, l'initiative de la preuve et la charge de la preuve des causes de non imputabilité pèsent sur la personne poursuivie.
- La seconde raison tient au régime des contraventions et aux termes de l'article 121-3. Si le législateur y a abordé la force majeure en termes négatifs, c'est qu'il n'a pas fait de l'absence de force majeure un élément constitutif particulier de la contravention. Dès lors, cette absence de force majeure n'a pas lieu d'être initialement et spontanément prouvée par l'accusation.

***Preuve de l'élément moral dans les délits non intentionnels***

En principe intentionnel, le délit peut être non intentionnel lorsque la loi le prévoit. La loi peut prévoir deux types de délits non intentionnels : en cas de mise en danger délibéré de la personne d'autrui et en cas d'imprudence.

La « mise en danger délibérée de la personne d'autrui » est une qualification juridique positive à part entière. Elle doit donc être prouvée comme tout élément constitutif d'une infraction.

Les choses sont moins simples en cas de délit d'imprudence, infraction dont la définition a été remaniée deux fois entre 1996 et 2000. Sous l'empire de la loi du 13 mai 1996 relative à la responsabilité pénale pour faits d'imprudence et de négligence, l'article 121-3 alinéa 3 du CP disposait : « il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi et les règlements sauf si l'auteur des faits a accompli les diligences normales ... » « sauf si l'auteur des faits a accompli les diligences normales » : le défaut d'accomplissement des diligences normales était-il un élément constitutif de la définition de l'imprudence ou était ce l'accomplissement de ces diligences qui constituait un moyen de défense de la personne

poursuivie ? La JP a pris le parti, discutable à la lecture du texte, de voir dans les diligences normales, en particulier dans leur défaut d'accomplissement, un élément constitutif de l'imprudence.

Les alinéas 3 et 4 nouveaux de l'article 121-3 du Cp, introduits par la loi du 10 juillet 2000 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels, créent deux types de délits d'imprudence selon que l'auteur des faits a causé directement le dommage ou non. Quoi qu'il en soit, ces deux nouvelles dispositions participent d'un même raisonnement quant à la charge de la preuve de l'imprudence. L'auteur des faits qui a causé directement le dommage est responsable « s'il est établi [qu'il a], soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité [ qu'il ne pouvait] ignorer ». « s'il est établi que » : la charge de la preuve de l'imprudence pèse aujourd'hui incontestablement sur l'accusation.

### *3) la preuve de l'élément légal*

#### ***Démonstration du caractère délictueux de l'acte***

Il paraît étrange d'attendre la preuve de ce que nul n'est censé ignorer. Ce n'est pas en ces termes qu'il faut envisager le problème de la preuve de l'élément légal. Il s'agit plutôt de savoir si des faits matériels et, le cas échéant, moraux, poursuivis et précédemment démontrés, peuvent correspondre à la qualification posée par un texte légal d'incrimination. A l'évidence, la démonstration du caractère délictueux de l'acte doit être faite. Il en va différemment, à l'inverse, de la preuve de l'absence de leur caractère délictueux. La personne poursuivie doit donc prendre l'initiative de prouver les faits justificatifs.

### *4) Le cas des personnes morales*

#### ***Application de la théorie de la responsabilité pénale « du fait personnel par représentation »***

Le nouveau CP a introduit en termes généraux la responsabilité pénale des personnes morales dans notre droit pénal. L'article 121-2 du CP dispose en effet que « les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants ». puisqu'elles sont responsables des infractions « commises » par leurs organes ou représentants, l'élément matériel de l'infraction reprochée à la personne morale doit être recherchée dans la personne physique, organe ou représentant ayant agi pour le compte de la personne morale.

La JP a étendu ce mécanisme à la preuve de l'élément moral avec la théorie du « fait personnel par représentation ». la pudeur jurisprudentielle cache ce qu'il convient en réalité d'appeler « responsabilité du fait d'autrui » - la personne morale est en effet pénalement responsable d'infractions dont elle n'est ni coupable matériellement ni coupable moralement – ou « théorie du risque-profit » - sorte de « responsabilité par ricochet ». tous les éléments constitutifs des infractions qui lui sont reprochés doivent être prouvés dans la personne des personnes physiques, organes ou représentants ayant agi « pour son compte ».